



## FAITS MARQUANTS DE L'OSASTT 17:

### LUNDI 14 OCTOBRE 2013

Les délégués se sont réunis en plénière tout au long de la première journée de la dix-septième réunion de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques (OSASTT) de la CBD.

#### PLÉNIÈRE D'OUVERTURE

Le Président de l'OSASTT, Gemedo Dalle Tussie (Éthiopie), a encouragé les délégués à identifier des besoins spécifiques et à éviter de se concentrer sur des tâches supplémentaires qui pourraient retarder la mise en œuvre. Le Secrétaire exécutif de la CBD, Bráulio Ferreira de Souza Dias, a instamment demandé aux délégués de profiter de cette rencontre pour démontrer que l'OSASTT est avant tout un organe scientifique qui peut fournir des conseils concrets sur la manière de relever les défis scientifiques et techniques identifiés; et mieux évaluer les effets de différents types de mesures et identifier les actions nécessaires, aux niveaux national et sous-national, pour atteindre les Objectifs d'Aichi.

**QUESTIONS D'ORGANISATION:** Concernant l'ordre du jour et l'organisation des travaux (UNEP/CBD/SBSTTA/17/1, Add.1 et Add.2), la NORVEGE a réitéré son soutien continu à la Convention, mais, avec le CANADA, a soulevé des préoccupations quant à la documentation et au format proposé de la réunion, soulignant la nécessité de respecter les décisions pertinentes de la CdP et de garantir la transparence. La BELGIQUE a proposé la réalisation d'une évaluation approfondie des résultats de la réunion afin de déterminer si le nouveau format est avantageux. Le Liberia, s'exprimant au nom de l'AFRIQUE, a souligné la nécessité de cohérence avec les décisions de la CdP, mais s'est dit prêt à tester le nouveau système. Le Mexique a exprimé, au nom du GRULAC, son soutien aux efforts visant à rendre l'OSASTT de nature plus scientifique et technique. Le Président Tussie a décrit le nouveau format et l'organisation des travaux proposés, notant que: le Secrétariat notera les principales questions soulevées dans le rapport de la réunion; un nombre limité de recommandations pourrait également émerger en tant que résultat de l'OSASTT 17; et un Groupe des amis du Président facilitera la rédaction des conclusions jeudi. La Plénière a ensuite adopté l'ordre du jour et l'organisation des travaux sans amendement.

#### FACILITER LA MISE EN ŒUVRE PAR DES MOYENS SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES

Le Secrétariat a présenté les documents sur la facilitation de la mise en œuvre du Plan stratégique et la réalisation des Objectifs d'Aichi par des moyens scientifiques et techniques, et l'évaluation des effets des mesures prises en application des dispositions de la Convention (UNEP/CBD/SBSTTA/17/2 et 3). Le délégué a insisté sur les recommandations du Groupe de travail sur l'Article 8 (j) concernant les indicateurs de connaissances traditionnelles et le projet de plan d'action sur l'utilisation coutumière durable (UNEP/CBD/WG8J/8/L.2 et L.3), ainsi que le dialogue approfondi sur la connexion entre les systèmes de connaissances traditionnelles et la science (UNEP/CBD/WG8J/8/L.1/Add.1).

**DISCOURS LIMINAIRES:** Zakri Abdul Hamid, Président de l'IPBES, a prononcé un discours sur la mobilisation de la science à l'appui de politiques visant à atteindre les Objectifs

d'Aichi. Il a déclaré que des efforts bien intégrés nécessitent le dialogue et une compréhension des « limites planétaires », ainsi qu'un accord sur les choix et les solutions. Observant que l'OSASTT n'a pas accordé une attention suffisante aux sciences sociales, il a souligné la nécessité d'influencer et de changer les comportements par des moyens autres que la connaissance scientifique, et de renforcer l'interface science-politique à travers tous les systèmes de connaissances dans le cadre de l'IPBES.

Joji Cariño, Forest Peoples Programme, a présenté un rapport sur le dialogue approfondi du Groupe de travail sur l'Article 8 (j), soulignant les moyens innovateurs utilisés par le Groupe de travail pour intégrer la participation des CAL en tant que modèle à reproduire dans d'autres organes des Nations Unies, tels que l'IPBES, et les expériences de surveillance communautaire et de partage de la sagesse des femmes.

#### EXPOSÉS SUR LA SURVEILLANCE DE LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE:

Bob Scholes, Président du Groupe sur l'observation de la terre du Réseau de veille de la diversité biologique (GEO BON), a présenté un rapport sur l'atelier d'experts sur l'amélioration des données et des systèmes d'observation tenue le 12 octobre 2013, à Montréal, Canada (UNEP/CBD/SBSTTA/17/INF/14), soulignant les difficultés rencontrées pour trouver des données concernant certaines zones et certains aspects de la diversité biologique en particulier, y compris le commerce transfrontalier, les limites écologiques garanties, les impacts des changements climatiques sur la diversité biologique et la diversité biologique marine. Il s'est centré sur l'élaboration d'une trousse régionalement adaptée à l'observation de la diversité biologique (« trousse BON ») et de stratégies pour intégrer les données issues de la télédétection et les données collectées in situ.

Eugenia Arguedas Montezuma (Costa Rica) a indiqué que les participants à l'atelier d'experts ont déploré le manque de formation et de ressources financières et l'accès limité à l'information pour mettre en œuvre le Plan stratégique. Elle a déclaré son soutien: au renforcement des capacités pour la surveillance continue et l'harmonisation des indicateurs de la diversité biologique; à la « trousse BON »; et à la participation d'un large éventail de partenaires.

Marc Paganini, Agence spatiale européenne (ASE), a souligné l'apport de la télédétection et des données d'observation pour surveiller les tendances en matière de diversité biologique. Il a expliqué comment les politiques assurant un accès libre, ouvert et public aux données peuvent contribuer à remédier au manque de continuité des données.

Présentant rapports sur la gestion et le partage de l'information sur la diversité biologique, Donald Hobern, Système mondial d'information sur la biodiversité (GBIF), a souligné que les données doivent être organisées de manière appropriée et accessible par voie numérique. Notant les obstacles non techniques, il a attiré l'attention sur les recommandations adressées aux gouvernements et aux organismes de financement par les Perspectives mondiales sur l'informatique de la diversité biologique (UNEP/CBD/SBSTTA/17/INF/4).

Pernilla Malmer (Suède) a présenté l'approche fondée sur la multiplicité des évidences comme un cadre pour relier les systèmes de connaissances autochtones, locales et scientifiques. Elle a souligné les avantages de la surveillance communautaire pour évaluer l'état des connaissances traditionnelles, la diversité biologique et les impacts des changements climatiques.



Au cours des discussions qui ont suivies, le MEXIQUE a souligné les défis rencontrés dans le suivi de la diversité génétique, en particulier pour les espèces d'importance vitale pour la sécurité alimentaire, et, avec l'URUGUAY, a noté que la surveillance doit servir à la prise de décision, et non représenter une fin en soi.

Le TADJIKISTAN et le YÉMEN ont attiré l'attention à l'accès limité aux photos satellites en raison de leur coût élevé, le YEMEN soulignant l'importance de la coopération régionale, et des systèmes de surveillance convivial et accessible. Le CANADA a plaidé pour l'obtention d'information sur les mécanismes de résolution de conflits lorsque différents systèmes de connaissances arrivent à des conclusions différentes. La NOUVELLE-ZELANDE a plaidé pour l'obtention d'information sur l'intégration des données écologiques dans les décisions économiques.

Les intervenants ont souligné la nécessité de reconnaître différentes interprétations ou l'absence de consensus; l'examen de l'utilisation des données issues de la télédétection pour la surveillance des changements en matière de diversité biologique (UNEP/CBD/SBSTTA/17/INF/16); les tentatives actuelles visant à élaborer des lignes directrices sur l'élimination des obstacles à une telle utilisation; et la nécessité d'élaborer des directives pour les activités de surveillance.

La COLOMBIE a souligné que la surveillance des écosystèmes côtiers et marins n'a pas été correctement couverte. La BOLIVIE a appelé à l'intégration des systèmes de surveillance afin de rendre disponibles les données sur les progrès accomplis dans la réalisation des Objectifs d'Aichi; ce que l'accent de l'IPBES soit strictement placé sur les questions scientifiques, plutôt que sur les services écosystémiques qui marchandent la Terre Mère; et au recours au dialogue entre scientifiques sans sous-estimer les connaissances traditionnelles.

Le R-U s'est félicité des activités de GEO BON et de l'engagement de l'ASE et de la NASA pour une politique d'ouverture en ce qui concerne les données de la télédétection; a appelé à accorder la priorité à un cadre d'indicateurs mondiaux pour atteindre les Objectifs d'Aichi; et a encouragé l'amélioration de la coopération entre l'OSASTT et l'IPBES. Le FIAB a souligné le soutien du Groupe de travail sur l'Article 8 (j) aux systèmes de suivi et d'information communautaires et a appelé à valoriser le savoir-faire afin d'étendre la couverture à d'autres communautés. La région de l'ASIE-PACIFIQUE a invité GEO BON à prendre note des différents besoins en matière de capacités pour la surveillance du statut et des tendances de la diversité biologique.

L'UE a souligné l'importance de l'adoption d'objectifs à l'échelle européenne en conformité avec les Objectifs d'Aichi et d'un système de gouvernance afin d'en assurer la mise en œuvre, et d'une évaluation de la cartographie 2012 des écosystèmes et des services.

**INTEGRER LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE:** Débat en panel: La Présidente du panel Risa Smith (Canada) a ouvert le débat sur l'Objectif stratégique A (s'attaquer aux causes profondes de la perte de la diversité biologique par l'intégration de la diversité biologique). Tone Solhaug (Norvège) a présenté un rapport sur la Conférence de Trondheim sur la diversité biologique de 2013 (UNEP/CBD/SBSTTA/17/INF/5), soulignant la nécessité de: bien comprendre les coûts et avantages des politiques; aborder les externalités; adopter des valeurs différentes dans les systèmes nationaux de notification, au-delà du PIB, pour intégrer les valeurs de la diversité biologique; et mettre en valeur des exemples positifs pour stimuler une implication renforcée du secteur privé. Elle a insisté sur la possibilité d'intégrer la diversité biologique dans le processus du Programme de développement de l'après-2015 et les Objectifs de développement durable (ODD).

Somamégré Nana (Burkina Faso) a présenté sur l'intégration de la diversité biologique de son pays dans les comptes et les SPANB nationaux et a proposé un projet de réflexion pour promouvoir l'économie verte. Valerie Hickey, Banque mondiale, a souligné l'importance du fait que le Groupe de haut niveau de personnalités éminentes sur le Programme de développement de l'après-2015 priorise la biodiversité et a suggéré l'examen d'un indicateur de résilience de la diversité biologique. Stanley Asah, Université de Washington, a fait une présentation sur la sensibilisation et les changements de comportement. Il a appelé à la compréhension des motivations pour, et des moteurs du, comportement humain par rapport à la diversité biologique, pour produire des changements durables en matière de protection de la diversité biologique.

La GLOBAL FOREST COALITION a instamment demandé d'aborder les incohérences politiques. La BOLIVIE a mis en garde contre l'utilisation d'un modèle de développement unique

et la conceptualisation des écosystèmes dans les seuls termes de services environnementaux et marchés. La TUNISIE a souligné que les campagnes de sensibilisation du public et de changement de comportement ne peuvent se dérouler indépendamment de la prise de mesures de soutien au profit des populations locales. La COLOMBIE a recommandé l'encadrement de projets multiculturels conformément aux Objectifs d'Aichi.

Le FIAB a souligné la nécessité: d'une meilleure coordination dans les activités de sensibilisation; des changements de comportement en vue de construire des relations équitables avec les CAL; et la reconnaissance de divers systèmes de connaissances. Les ILES DU PACIFIQUE ont plaidé pour l'intégration des incitations tant économiques que non économiques, et pour la fourniture d'une assistance à la mise en œuvre efficace des Objectifs d'Aichi dans la région.

**Déclarations:** Le Secrétariat a présenté le document sur le But stratégique A (UNEP/CBD/SBSTTA/17/2 Add. 1.). Les ILES DU PACIFIQUE ont plaidé pour un renforcement innovateur, ciblé et pratique des capacités et une mobilisation des ressources en temps opportun. Le JAPON, la REPUBLIQUE DE COREE, la LITHUANIE, la FINLANDE, le BRESIL et la BELGIQUE ont soutenu l'utilisation efficace des outils existants plutôt que d'en développer de nouveaux, la FRANCE suggérant l'établissement d'un inventaire et le CANADA recommandant une étude pilote sur l'évaluation des effets des mesures et une compilation des méthodes d'auto-évaluation. La REPUBLIQUE DE COREE a exprimé l'espoir que le résultat de la réunion contribuera au développement d'une feuille de route de Pyeongyang pour la réalisation des Objectifs d'Aichi. Le Liberia, s'exprimant au nom de l'AFRIQUE, a recommandé que le Secrétariat: aide les Parties dans leurs activités de formation; établisse des centres d'excellence régionaux en matière de diversité biologique; et encourage le renforcement de la collaboration pour l'échange de données Sud-Sud. L'INDE a souligné l'interopérabilité des données scientifiques comme un défi et a soutenu de poursuivre l'échange d'expériences en matière d'évaluation entre les pays. Le R-U et la NOUVELLE-ZELANDE ont appuyé la poursuite des travaux sur le changement comportemental. La CHINE a appelé à une meilleure compréhension des incitations néfastes et des indicateurs sur la consommation durable. La LITUANIE a appelé à l'élaboration d'orientations sur l'identification des incitations néfastes, tandis que la FINLANDE a priorisé la coopération et l'échange d'information.

La LITUANIE a appelé à l'examen et à la synthèse des méthodes de sensibilisation existantes et au développement de nouvelles méthodes pour transposer la sensibilisation à la diversité biologique dans le changement de comportement. La SUISSE a appelé à l'évaluation et à l'intégration des aspects relatifs à la diversité biologique dans l'information sur la consommation durable. Le JAPON a souligné la difficulté de traduire les orientations mondiales générales sur la production et la consommation durables en politiques nationales adaptées. La LITUANIE a souligné les méthodes efficaces d'engagement des secteurs pour traduire les directives générales en outils nationaux. La SUEDE a souligné le Cadre décennal de programmation concernant les modes de consommation et de production durables.

### DANS LES COULOIRS

L'incertitude et l'anticipation étaient palpables lorsque l'OSASTT 17 s'est ouverte avec la « grande expérience » de restructuration des délibérations visant à affiner l'orientation scientifique et technique de l'organe. « Les préparatifs et les consultations avec les parties prenantes au niveau national ont été impossibles sans projets de recommandations en main », s'est plaint un délégué. D'autres craignaient que « l'expérience » n'ait pas été approuvée par la CdP. Les participants les plus enthousiastes, cependant, ont déclaré: « Nous l'avons demandé d'aussi loin que je me souviens ! » Ils semblaient déjà satisfaits des déclarations brèves et ciblées prononcées au cours de la plénière du matin.

Comme les délibérations de la journée avançaient, beaucoup ont noté avec satisfaction un engagement sérieux et productif dans les discussions. « Cela peut prendre un certain temps » - a ajouté un participant optimiste - « mais nous venons tout juste d'apprendre que les êtres humains sont des 'organismes au comportement modifiable', ainsi, nous pouvons nous ajuster au nouveau format et nous assurer qu'il conduira à des résultats optimaux ». Le délégué concluait déjà, « la réunion a pris un excellent départ ».